



## CONVENTION D'ENTENTE

ENTRE

LA **COMMUNAUTE DE COMMUNES PEVELE CAREMBAULT**  
(CCPC)

ET

le **SYNDICAT MIXTE ARTOIS VALORISATION**  
(SMAV)

ET

LE **SYNDICAT MIXTE D'ELIMINATION ET DE VALORISATION DES DECHETS**  
(SYMEVAD)

POUR LA VALORISATION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

ARTICLES L.5221-1 et L.5221-2 DU CGCT

**ENTRE**

**Le SYndicat Mixte d'Elimination et de VAlorisation des Déchets**, dont le siège est situé 60 rue Mirabeau prolongée 62 141 EVIN-MALMAISON, représenté par son Président, Monsieur Christian MUSIAL, dûment habilité par délibération du 23 juin 2025,

Ci-après dénommé le « SYMEVAD »,

**ET**

**La Communauté de Communes Pévèle Carembault**, dont le siège est situé 47 Avenue du Général de Gaulle, 59710 Pont-à-Marcq, représentée par son Président, Monsieur Luc FOUTRY, dûment habilité par délibération du ----- 2025,

Ci-après dénommée la « CCPC »,

**ET**

**Le Syndicat Mixte Artois Valorisation**, dont le siège est situé 11 rue Volta 62217 Tilloy-lès-Mofflaines, représenté par son Président, Monsieur Cédric DELMOTTE, dûment habilité par délibération du -----2025,

Ci-après dénommé le « SMAV »,

## PREAMBULE

### 1.

Aux termes de l'article L.5221-1 du Code Général des collectivités territoriales,

*« Deux ou plusieurs conseils municipaux, organes délibérants d'établissements publics de coopération intercommunale ou de syndicats mixtes peuvent provoquer entre eux, par l'entremise de leurs maires ou présidents, une entente sur les objets d'utilité communale ou intercommunale compris dans leurs attributions et qui intéressent à la fois leurs communes, leurs établissements publics de coopération intercommunale ou leurs syndicats mixtes respectifs.*

*Ils peuvent passer entre eux des conventions à l'effet d'entreprendre ou de conserver à frais communs des ouvrages ou des institutions d'utilité commune. »*

### 2.

C'est dans ce cadre que le SYMEVAD, la CCPC et le SMAV, collectivités voisines compétentes en matière de traitement des déchets ménagers et assimilés, ont convenu, par délibérations respectives du 23 juin 2025 (SYMEVAD), du ----- (CCPC) et du ----- (SMAV) de constituer une entente relative à la valorisation des déchets ménagers et assimilés en vue de mettre en place une gestion efficace et optimale des déchets ménagers et assimilés sur leurs territoires.

### 3.

Le SYMEVAD est en charge du traitement des déchets ménagers et assimilés pour le compte de ses 3 adhérents à compétence collecte (Douaisis Agglomération, Communauté d'Agglomération d'Hénin-Carvin, Communauté de Communes Osartis-Marquion), représentant plus de 321 000 habitants.

Il possède :

- Un centre de tri des emballages/papier autorisé à hauteur de 30 000 tonnes entrantes par an ;
- Une unité de tri valorisation matière et énergie (TVME) pour le traitement de 80 000 tonnes d'OMR/refus de tri par an ;
- Une ressourcerie ;
- 11 déchetteries, dont il assure la gestion du « bas de quais » ;
- Un centre de compostage qui assure la valorisation organique de 38 000 tonnes de déchets verts par an ;

Il gère ainsi environ 204 000 tonnes par an de déchets ménagers et assimilés (données 2024).

### 4.

La CCPC est en charge de la collecte et du traitement des déchets ménagers d'environ 96 000 habitants.

Elle possède 3 déchèteries réparties sur le territoire.

Pour le traitement, la CCPC utilise majoritairement des équipements appartenant à des tiers. Chaque année, elle traite environ 65 000 tonnes par an de déchets ménagers et assimilés.

## 5.

Le Syndicat Mixte Artois Valorisation (SMAV), créé en 2002, est un Etablissement Public qui remplit une mission de service public en direction des citoyens, en assurant la collecte, le recyclage, le traitement et la valorisation des déchets, autour d'une réflexion collective et d'une mise en commun d'outils. Cette mutualisation et ces efforts permettent au SMAV de maîtriser les coûts, de les optimiser en rendant à la population le meilleur service au coût le plus juste.

Le SMAV regroupe environ 167 000 habitants, répartis dans les 197 communes de ses trois adhérents à savoir :

- la Communauté Urbaine d'Arras (CUA) ;
- la Communauté de Communes du Sud Artois (CCSA) ;
- la Communauté de Communes des Campagnes de l' Artois (CCCA).

Dans le cadre des mesures du Grenelle de l'Environnement et du Plan Climat Territorial, le SMAV s'engage dans l'amélioration du tri des déchets et de la valorisation matière, organique et énergétique, la diminution des gaz à effet de serre et la sensibilisation aux bonnes pratiques environnementales.

Pour mener à bien ses missions, le SMAV c'est :

- 250 agents
- 2 antennes de collecte (Arras et Rencourt-Lès-Bapaume) ;
- 1 centre de tri des ordures ménagères – Le SELECTROM – à Saint-Laurent-Blangy ;
- 1 plateforme de compostage des déchets verts à Tilloy-Lès-Mofflaines ;
- 1 centre de compostage de la fraction organique à Rencourt-lès-Bapaume ;
- 2 recycleries ;
- 1 centre de transfert multi-filières à Saint-Laurent-Blangy ;
- 13 déchèteries. »

Chaque année, il traite environ 100 000 tonnes par an de déchets ménagers et assimilés.

## 6.

Ces structures voisines poursuivent des objectifs communs de réduction, de valorisation et de traitement des déchets.

Dans cette perspective, elles souhaitent s'inscrire dans une démarche durable de coopération, afin de mutualiser les moyens et ressources dont elles disposent, en vue d'optimiser leurs efforts respectifs.

Précisément, l'entente établit une démarche coopérative portant notamment sur les objets suivants :

- La co-gestion du tri des déchets d'emballages ménagers et assimilés ;
- La mise en œuvre d'actions coordonnées pour la passation des futurs marchés d'exploitation du centre de tri, ainsi que pour son suivi d'exécution ;
- La mise en œuvre d'actions coordonnées concernant les apports de déchets (coordination pour optimiser le remplissage mais éviter la saturation) ;
- L'utilisation mutualisée des outils de sensibilisation des publics scolaires ;
- Des échanges de bonnes pratiques s'agissant de la gestion et la réduction des refus de tri ;
- L'organisation et la gestion coordonnées des stocks tampons sur les territoires de chaque membre ;
- La revente des matériaux en commun ;
- L'organisation d'un secours mutuel pour faire face à des pannes et à des incidents ;
- La mutualisation dans la recherche de débouchés ;
- Et plus généralement, mener des réflexions concertées sur les différents outils de traitement ;
- Etc.

Ainsi, le SYMEVAD, la CCPC et le SMAV souhaitent mutualiser les moyens dont ils disposent en vue de l'exploitation du service public de valorisation des déchets dont ils ont la charge et, à cette fin, conclure une convention d'entente ayant pour objet l'exercice en commun de missions de traitement et valorisation des déchets ménagers et assimilés.

## 7.

La présente convention a pour objet de constituer l'entente entre le SYMEVAD, la CCPC et le SMAV, et de fixer ses modalités juridiques et financières.

Des conventions d'application viendront détailler la coopération sur des thématiques particulières liées à la présente convention.

Les conventions d'application s'assurent de l'absence de transferts financiers indirects entre le SYMEVAD, la CCPC et le SMAV autres que ceux résultant de la compensation des charges d'exploitation d'un service mutualisé.

## 8.

C'est l'objet de la présente convention.

## **ARTICLE 1 –SIEGE DE L'ENTENTE**

Le siège de l'entente est situé dans les locaux du SYMEVAD, situés au 60 de la rue Mirabeau prolongée à Evin-Malmaison.

## **ARTICLE 3 – COMPOSITION DE L'ENTENTE**

Une Entente est créée entre le SYMEVAD, la CCPC et le SMAV conformément aux dispositions des articles L. 5221-1 et L. 5221-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

## **ARTICLE 3 – OBJET**

La présente convention a pour objet de permettre la coopération du SYMEVAD de la CCPC et du SMAV dans l'exploitation du service public de traitement des déchets ménagers et assimilés.

Il s'agit, à travers la mutualisation des moyens dont chacun des syndicats disposent en vue de l'exploitation du service public de traitement des déchets ménagers et assimilés, d'instaurer une démarche d'entraide durable et globale.

L'entente établit ainsi une démarche coopérative en matière de traitement des déchets, portant notamment sur les objets suivants :

- La co-gestion du tri des déchets d'emballages ménagers et assimilés ;
- La mise en œuvre d'actions coordonnées pour la passation des futurs marchés d'exploitation du centre de tri, ainsi que pour son suivi d'exécution ;
- La mise en œuvre d'actions coordonnées concernant les apports de déchets (coordination pour optimiser le remplissage mais éviter la saturation) ;
- L'utilisation mutualisée des outils de sensibilisation des publics scolaires ;
- Des échanges de bonnes pratiques s'agissant de la gestion et la réduction des refus de tri ;
- L'organisation et la gestion coordonnées des stocks tampons sur les territoires de chaque membre ;
- La revente des matériaux en commun ;
- L'organisation d'un secours mutuel pour faire face à des pannes et à des incidents ;
- La mutualisation dans la recherche de débouchés ;
- Et plus généralement, mener des réflexions concertées sur les différents outils de traitement ;
- Etc.

## **ARTICLE 4 – FONCTIONNEMENT DE L'ENTENTE**

### **Article 4.1 – Conférence et Présidence**

L'Entente est administrée par une conférence, dans laquelle l'organe délibérant du SYMEVAD, de la CCPC et du SMAV sont représentés par deux membres désignés au scrutin secret conformément à l'article L. 5221-2 du CGCT, et pour la durée de leur mandat électif respectif.

Chaque partie désignera parmi ses deux membres celui qui aura vocation à assurer la présidence de la conférence. Les trois présidents ainsi désignés présideront la conférence par alternance tous les ans, chacun pour une année civile complète.

En cas d'empêchement temporaire du président en exercice, l'autre membre représentant la même partie assurera la présidence par intérim.

La première présidence reviendra au SYMEVAD, la seconde à la CCPC et la troisième au SMAV.

Chaque membre de l'Entente transmettra à l'autre la délibération prise en ce sens par son assemblée dès qu'elle sera rendue exécutoire. De la même manière, dans l'hypothèse où une nouvelle désignation serait rendue nécessaire par la démission, le décès ou tout empêchement définitif d'un des membres de la conférence, la délibération relative à cette nouvelle désignation sera transmise à l'autre partie.

### **Article 4.2 - Questions à traiter par la conférence – majorité requise**

La conférence aura à débattre des questions d'intérêt commun relatives à l'objet de la présente Entente.

Par question d'intérêt commun, il faut entendre celles qui sont habituellement soumises aux organes délibérant de chaque collectivité.

Une fois par an, lors du premier trimestre, un rapport technique et financier détaillé, réalisé en commun par les services compétents du SYMEVAD, de la CCPC et du SMAV, sera présenté à la conférence. Le cas échéant, ce rapport comprendra une présentation des nouveaux tarifs appliqués aux diverses actions de coopération.

Les décisions qui y sont prises, selon les règles de majorité absolue des suffrages exprimés, ne seront exécutoires qu'après avoir été ratifiées par les organes délibérants du SYMEVAD de la CCPC et du SMAV et sous les réserves énoncées aux articles L. 2311-1 et suivant du CGCT.

### **Article 4.3 - Fréquence des réunions de la conférence**

La conférence se réunit autant que nécessaire, à la demande du Président du SYMEVAD ou du Président de la CCPC ou du Président du SMAV, ou à l'initiative du Président de la conférence en exercice sur un ordre du jour établi d'un commun accord ou à défaut par celui qui a sollicité cette réunion.

Cette conférence se tiendra au moins une fois par an, lors du premier trimestre, sur convocation de son Président.

#### **Article 4.4 - Organisation des réunions de la conférence**

Le secrétariat de la conférence est assuré par les services de la collectivité qui assure la présidence.

La présidence sera assurée pour une durée d'un an à tour de rôle conformément à l'article 4.1 ci-dessus.

En cas d'absence ou d'empêchement du président en fonction, le second membre désigné par la collectivité assurera son remplacement.

Les membres de la conférence pourront, à leur demande, se faire assister par des agents de leur collectivité lors de la tenue des séances.

Le représentant de l'Etat dans le ou les départements concernés peut assister à ces conférences sur invitation conjointe des deux membres, sans voix délibérative.

Les séances de la conférence ne sont pas publiques.

Les règles applicables à la tenue d'un conseil municipal sont applicables à la conférence pour ce qui est du délai de convocation (5 jours francs), de l'envoi avec les convocations de notes de synthèses relatives aux points à l'ordre du jour, et du quorum exigible (majorité des membres en exercice).

Un membre empêché ou absent pourra donner pouvoir à un autre membre de la conférence.

Un compte-rendu, signé par le président de la séance, sera rédigé dans le mois suivant chaque réunion, et transmis à chacun des membres de la conférence.

#### **Article 4.5 – Comité technique**

Un comité technique composé de deux techniciens de chaque collectivité, désignés par les signataires de la présente convention, sera créé.

Il sera chargé de préparer les documents nécessaires aux travaux et d'en assurer le suivi.

### **ARTICLE 5 – MISE EN ŒUVRE DE LA PRESENTE CONVENTION**

Les différentes actions de coopération font l'objet de conventions d'application, fixant les conditions pratiques de leur réalisation.

Elles préciseront notamment :

- L'action de coopération mise en œuvre ;
- Date de début de cette action ;
- Durée et phasage éventuel ;
- S'il y a lieu, la compensation financière induite.

Ces conventions d'application sont adoptées par délibération concordante des assemblées délibérantes des trois structures.



## **ARTICLE 6 – MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification à la présente convention sera matérialisée par un avenant.

## **ARTICLE 7 – FIN ANTICIPEE DE LA CONVENTION**

Le SYMEVAD, la CCPC et le SMAV peuvent décider d'un commun accord de mettre fin à la convention.

La résiliation est décidée par délibérations concordantes de chacun des organes délibérants.

La résiliation prend effet après que toutes les délibérations soient devenues exécutoires.

## **ARTICLE 8 – RETRAIT D'UN DES MEMBRES**

Le retrait d'un membre peut intervenir sur décision de son assemblée délibérante, moyennant le paiement d'une indemnité financière, devant couvrir l'intégralité du préjudice subi par les autres membres du fait de cette décision de retrait ; les modalités du retrait et l'encadrement de l'indemnité sont précisées dans les conventions d'application.

## **ARTICLE 9 – LITIGE**

Préalablement à toute action contentieuse (à la seule exception des constats d'urgence éventuellement nécessaires pour constater des problèmes techniques), les parties devront rechercher une solution amiable.

Dans tous les cas et nonobstant l'existence de ce différend, les parties doivent exécuter de bonne foi la présente convention.

La partie désirant recourir à une conciliation ou une médiation adresse sa demande aux autres parties par lettre recommandée avec avis de réception, en exposant succinctement l'objet de sa demande et mentionnant son désir de concilier ou de médier.

Les parties désignent alors conjointement un conciliateur ou médiateur unique (éventuellement assisté d'un sapiteur). Les parties disposent de 30 jours pour désigner un conciliateur ou médiateur à compter de la demande de recourir à une solution amiable de règlement du différend. En cas de date de notification distincte entre les 2 parties, le point de départ du délai de 30 jour démarre à la date de la demande la plus tardivement notifiée aux parties.

A défaut d'accord sur le conciliateur ou le médiateur dans le délai imparti, la partie la plus diligente saisit le Tribunal administratif de Lille pour sa désignation, en application des dispositions de l'article L. 213-5 alinéa 2 du Code de justice administrative.

Les honoraires et autres frais liés à la mise en œuvre du processus de conciliation ou de médiation sont partagés à parts égales entre toutes les parties.

Si aucun accord ne peut être trouvé dans le cadre du processus amiable mis en place, les parties pourront saisir le Tribunal Administratif de LILLE.

## ARTICLE 10 – DUREE ET ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention est conclue pour une durée illimitée à compter de la date de signature par les trois parties.

Fait, en trois exemplaires, à Evin Malmaison, le..... 2025

Le Président de la CCPC

Le Président du SYMEVAD

Le Président du SMAV

Luc FOUTRY

Christian MUSIAL

Cédric DELMOTTE